

# Dehors ce gouvernement !

Face à la contestation grandissante du CPE dans les universités, Villepin et Sarkozy n'ont trouvé qu'une seule réponse : la matraque. Comme avec les lycéens au printemps 2005 et avec les jeunes des cités en novembre dernier.

L'enjeu est de taille. Si le gouvernement l'emporte contre la jeunesse, il en fera un point d'appui pour généraliser la précarité à toutes et à tous pour le plus grand profit du patronat. Si le mouvement l'emporte et obtient le retrait du CPE, alors une brèche sera enfin ouverte dans le mur qu'ils nous opposent. Et nous pourrions envisager un autre avenir.

Les gouvernants n'ont rien à offrir d'autre que la précarité à coups de matraque. Ils sont nuisibles. Il faut les faire partir.

## L'alternance en 2007 ne donnera rien

Les dirigeants du Parti socialiste espèrent bien profiter de la contestation anti-gouvernementale pour, en 2007, l'emporter aux élections. Mais on les connaît bien. Les contrats précaires ne datent pas du CPE de Villepin. Les socialistes ont lancé les premiers contrats précaires (les TUC) dans les années 80, et plus récemment les emplois-jeunes. Ils ont aussi contribué à l'accroissement de la précarité, sous Fabius en 1985, en élargissant le recours aux CDD et à l'intérim. Sans compter le recours aux multiples CES, CEC, etc. quand ils étaient aux affaires.

Après avoir régné en alternance avec la droite depuis vingt-cinq ans, la gauche de gouvernement porte une responsabilité égale dans la situation actuelle de la jeunesse. Ces vingt-cinq ans ont été vingt-cinq années d'attaques libérales, de démantèlement des services publics et des droits sociaux, d'aggravation du chômage et de la précarité.

Et aujourd'hui, que proposent-ils ? Du projet d'allocation unique pour les jeunes à des exonérations ou des primes pour les entreprises qui embaucheraient des jeunes en CDI, rien qui ne permettra de régler la question. Car pour sortir du chômage, il faudrait commencer par embaucher dans les services publics socialement utiles (santé, éducation, culture... pas la police !), et pour financer cela taxer les profits patronaux. Mais faire payer les patrons, c'est précisément ce que la gauche de gouvernement veut éviter.

## Gouvernons-nous nous-mêmes

Il n'y a rien à attendre des élections. Une véritable alternative ne se construira pas dans les salons feutrés des ministères ou du parlement. Elle se construira par la lutte et la mobilisation du plus grand nombre.

Nous n'avons pas besoin de ces gouvernants à la botte des multinationales, dont la seule fonction est de nous faire trimer plus et mieux pour extraire de nous plus de profits. Nous n'avons pas besoin de patrons pour vivre, même si eux ont besoin de nous. Il faut en finir avec le capitalisme et sa logique qui ont échoué et imposer un autre avenir collectif.

Il faut inventer une autre économie où le travail et les richesses soient partagés et non confisqués par quelques-uns. Il faut inventer une autre société où les droits fondamentaux à l'existence, au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture, passent avant tout le reste. Pour cela, il faut que collectivement nous prenions notre sort en mains.

Rezo-antiK. 13/03/06

**« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »**